

PAKISTAN

Au moins neuf alpinistes étrangers tués par balle

Neuf alpinistes étrangers ont été tués par balle dans la nuit de samedi à dimanche dans l'Himalaya pakistanais par des insurgés islamistes déguisés en policiers qui ont revendiqué l'opération spectaculaire destinée à venger la mort d'un chef taliban tué par un tir de drone américain. Cinq Ukrainiens et un nombre encore indéterminé de Chinois ont été abattus.

Un Pakistanais a également trouvé la mort tandis qu'un Chinois a survécu, selon des sources officielles. Le Mouvement des talibans du Pakistan (TTP) a revendiqué l'attaque survenue dans une région habituellement épargnée par la violence endémique qui sévit depuis des années au Pakistan.

Dans un appel téléphonique à l'AFP, un porte-parole du TTP, Ehsanullah Ehsan, a précisé que l'opération avait été menée par une faction jusqu'ici inconnue, «Junood ul-Hifa», pour venger la mort du numéro deux des talibans pakistanais, Wali ur-Rehman, tué en mai par un tir de drone américain.

Le Premier ministre Nawaz Sharif a promptement condamné cette attaque contre un camp de base du Nanga Parbat, 9^e sommet du monde (8 126 mètres), à environ 1 280 mètres d'altitude.

La province du Gilgit-Baltistan (nord) avait été épargnée jusqu'à présent par les attentats attribués aux insurgés islamistes, en guerre

contre les autorités dont ils dénoncent l'alliance stratégique avec les États-Unis. Des centaines d'attentats ont tué plus de 6 000 personnes depuis six ans à travers le pays.

«De tels actes cruels et inhumains ne sauraient être tolérés et tous les efforts seront entrepris pour faire du Pakistan un lieu sûr pour les touristes», a déclaré dans un communiqué Newaz Sharif, entré en fonction il y a quelques semaines seulement.

Selon les autorités locales, l'attaque — qui n'a pas été revendiquée — est survenue vers 22h samedi. «Il y avait neuf étrangers et un Pakistanais. Les faits se sont produits vers 22h (10h GMT samedi). C'étaient des alpinistes», a indiqué à l'AFP un responsable de la police du district de Diamer, Mohammed Naveed. «Des hommes armés sont arrivés et ont ouvert le feu sur eux. Nous avons eu la confirmation qu'ils ont été tués», a-t-il ajouté.

Les premières informations officielles avaient fait état de 10 touristes étrangers. Selon



Photos : DR

le ministre de l'Intérieur Chaudhry Nisar, les assaillants étaient habillés comme une police paramilitaire locale et avaient pris deux guides en otage pour les emmener jusqu'au camp. «Nous avons envoyé des hélicoptères sur place pour récupérer les corps. Une opération de recherche a été lancée (contre les tireurs). Tous les points d'entrée et de sortie (de la région) ont

été fermés», a déclaré M. Naveed.

Le Gilgit-Baltistan a été le théâtre par le passé de violences meurtrières contre la minorité chiite mais ses régions de la chaîne himalayenne, prisées des touristes, sont réputées sûres. «La zone est isolée dans les montagnes. Il n'y a aucune connexion routière et elle n'est accessible qu'à dos de mule ou de cheval, ou à pied», a expliqué le chef du gouvernement provincial, Syed Mehdi Shah, interrogé par Geo TV.

Il s'est voulu rassurant quant à la sécurité des touristes présents dans la région. Tous les visiteurs étrangers se déclarent à la police locale et les autorités sont donc en mesure de les contacter.

Nawaz Sharif a transmis le soutien «du peuple et du gouvernement du Pakistan» aux familles des victimes. M. Sharif est devenu début juin le premier Pakistanais de l'histoire à devenir Premier ministre une troisième fois, après la large victoire de son parti, la Ligue musulmane (PML-N), aux élections législatives du 11 mai et plus de 13 ans après qu'il eut été déposé par un coup d'État militaire.

Pendant la campagne électorale, M. Sharif s'était dit ouvert à l'idée de négociations de paix avec les rebelles du Mouvement des talibans du Pakistan (TTP). Mais cette proposition semble faire peur à la très puissante armée, qui combat les rebelles. Une fois élu, M. Sharif a indiqué vouloir faire sa priorité la fin des tirs de drones américains visant les talibans et leurs alliés d'Al-Qaïda dans le nord-ouest.

ÉGYPTE

Le nouveau gouverneur de Louxor décide de démissionner

Le nouveau gouverneur de Louxor Adel al-Khayyat, dont la nomination a provoqué un tollé en Égypte, a annoncé hier sa décision de démissionner.

M. Al-Khayyat a affirmé, lors d'une conférence de presse, qu'il avait décidé de «présenter sa démission au Premier ministre Hicham Qandil».

Le nouveau gouverneur de Louxor (sud de l'Égypte) est un responsable du Parti de la construction et du développement,

la branche politique de la Gamaa Islamiya. Le ministre égyptien du Tourisme, Hicham Zazou, avait démissionné en protestation à la nomination au poste de gouverneur de Louxor de M. Al-Khayyat, qui est un membre d'une formation islamiste liée à un attentat dans cette cité touristique en 1997.

La Gamaa Islamiya fut à l'origine d'une vague d'attentats dans les années 1990 avant de renoncer à la violence.

En 1997, elle avait revendiqué une attaque sur un site touristique de la région de Louxor, qui avait

fait 68 morts dont 58 touristes.

La nomination de M. Khayyat a provoqué un tollé en Égypte et la colère dans le secteur touristique, très rentable avant la révolution de 2011 ayant conduit à la chute du régime de Hosni Moubarak, mais qui a depuis grandement pâti de l'instabilité sur le plan sécuritaire et politique.

Le Premier ministre Hicham Qandil a refusé la démission de M. Zazou et lui a demandé de rester à son poste le temps de réexaminer la situation, a indiqué la porte-parole du ministre Racha al-

Azaizy citée par l'agence officielle Mena. Le Président égyptien Mohamed Morsi a remplacé hier 17 des 27 gouverneurs du pays, parmi lesquels plusieurs membres des Frères musulmans dont il est issu.

Selon la presse, ces changements renforcent la présence du camp présidentiel à des postes-clés de l'organisation administrative et sécuritaire du pays, à moins de deux semaines de manifestations à l'appel de l'opposition pour réclamer le départ du Président Morsi.

APRÈS AVOIR SÉJOURNÉ À HONG KONG

Edward Snowden en route pour Caracas

L'ex-consultant informatique de l'agence de renseignement américaine Edward Snowden, parti de Hong Kong, est arrivé hier après-midi à Moscou, mais sa destination finale serait Caracas via La Havane, un itinéraire choisi pour échapper aux poursuites des États-Unis.

L'avion dans lequel se trouve Edward Snowden, selon des sources concordantes, a atterri peu après 17h locales (13h GMT) à l'aéroport de Moscou-Cheremetievo.

Une source au sein de la compagnie aérienne russe Aeroflot, citée par les agences russes, a confirmé qu'un passager de ce nom était enregistré sur le vol.

WikiLeaks, qui a apporté son soutien à Edward Snowden, après qu'il a publié des informations explosives sur la surveillance électronique des personnes et des institutions par les États-Unis, a indiqué dans un communiqué qu'il voyageait «à destination d'une nation démocratique par une route sécurisée, pour y trouver l'asile». «Il est escorté par des diplomates et des conseillers juridiques de WikiLeaks», a indiqué le site fondé par Julian Assange dans un communiqué.

Selon une source citée par Interfax, Snowden serait accompagné d'une passagère nommée Sarah Harrison, une responsable de WikiLeaks.

Le gouvernement de Hong Kong avait confirmé hier le départ de l'Américain, qui s'était réfugié dans le petit territoire autonome chinois



Edward Snowden.

le 20 mai dernier. L'annonce par des sources concordantes du départ d'Edward Snowden pour Moscou a fait sensation, la Russie — dont les relations avec les États-Unis reprennent dernièrement des accents rappelant parfois l'époque de la guerre froide — ayant récemment indiqué qu'elle examinerait le cas échéant une demande d'asile politique du jeune Américain. Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a indiqué ne rien savoir de la destination d'Edward Snowden. Il a cependant maintenu en substance que la Russie ne se refuserait pas le cas échéant à lui accorder l'asile.

Mais des sources russes ont affirmé qu'Edward Snowden ne devrait passer qu'une

nuit à Moscou, son nom figurant également sur le vol SU150 décollant aujourd'hui à 14h5 (10h5 GMT) pour La Havane (arrivée 18h45 locales), puis sur un vol local La Havane - Caracas.

Le service de presse d'Aeroflot n'était pas joignable hier pour confirmation.

Un porte-parole du gouvernement de Hong Kong a indiqué que les autorités locales n'avaient «pas obtenu d'informations pertinentes» justifiant l'arrestation de Snowden comme le demandaient les États-Unis où il encourt 30 ans de réclusion après avoir été inculpé d'espionnage, de vol et d'utilisation illégale de biens gouvernementaux.

Le communiqué du gouvernement hongkongais a précisé que les États-Unis avaient été informés de son départ.

Aucune information de source officielle n'a été donnée à cette heure sur la destination de M. Snowden.

L'agence publique Ria Novosti a indiqué qu'une voiture de l'ambassade d'Equateur avait été vue au terminal F de l'aéroport Cheremetievo où a atterri Snowden.

Ce pays a accordé l'asile au fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, réfugié depuis le 19 juin 2012 à l'ambassade d'Equateur à Londres.

M. Snowden avait auparavant évoqué la possibilité de demander l'asile à l'Islande, pays dont le gouvernement s'est cependant montré très prudent sur le dossier.

M. Snowden a multiplié les révélations

depuis le 5 juin, date des premiers articles fracassants du *Guardian* et du *Washington Post* sur la collecte par l'Agence nationale de sécurité (NSA) de données téléphoniques aux États-Unis et des communications d'étrangers sur Internet.

Hier, le *Sunday Morning Post* a assuré que la NSA interceptait «des millions de SMS» envoyés sur les réseaux de mobiles chinois.

Pékin a réagi avec virulence à ces dernières allégations, l'agence Chine Nouvelle qualifiant les États-Unis de «plus grand voyou de notre temps» en matière d'attaques informatiques.

«La NSA fait toutes sortes de choses, comme pirater des compagnies de téléphones portables chinoises pour voler tous vos SMS», a déclaré M. Snowden dans un entretien avec le *Sunday Morning Post* réalisé le 12 juin, selon le journal de Hong Kong. Auparavant, le quotidien britannique *The Guardian* avait décrit un programme baptisé «Tempora», conduit par le Centre britannique des écoutes (GCHQ), qui permettrait de recueillir des données Internet et téléphoniques transmises par des câbles à fibres optiques.

L'ancien juge espagnol anticorruption Baltasar Garçon, qui dirige la défense de Julian Assange, s'est dit prêt à défendre l'Américain.

«Ce qui est infligé à M. Snowden et à M. Julian Assange, pour avoir fait ou facilité des révélations dans l'intérêt du public, est une agression contre le peuple», a-t-il déclaré, cité dans le communiqué de WikiLeaks.